

*Initiatives ministérielles*

personnes d'un bout à l'autre du pays. Elle se place, parmi les sociétés pétrolières et gazières intégrées du Canada, au deuxième rang, derrière la Compagnie pétrolière impériale, qui est bien sûr contrôlée par une société étrangère, Exxon. C'est, dans le secteur pétrolier, la seule société canadienne pleinement intégrée dont les opérations s'étendent d'un océan à l'autre. Sa part du marché de détail atteint près de 20 p. 100. Selon *Oilweek*, elle vient au deuxième rang parmi toutes les compagnies canadiennes pour ce qui est à la fois des réserves pétrolières et gazières. Elle se situe cependant au premier rang pour les concessions foncières nettes au Canada.

Voilà ce que j'appelle une compagnie et un investissement pour les Canadiens. Nous avons, depuis le peu de temps que Petro-Canada existe, un concurrent majeur dans l'industrie pétrolière. Les conservateurs veulent malheureusement nous défaire de cette superbe entreprise. Pourquoi? Parce que, disent-ils, elle n'a plus de rôle à jouer dans la politique gouvernementale.

Encore quelques éléments historiques: les conservateurs en ont contre Petro-Canada pratiquement depuis sa création. L'ancien premier ministre, le très honorable Joe Clark, a mené une croisade personnelle pour privatiser Petro-Canada. Depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir en 1984, le gouvernement a négligé le rôle que Petro-Canada pouvait jouer sur le plan de la politique gouvernementale. Pas étonnant que, sept ans plus tard, ils prétendent que la société ne remplit plus un rôle qu'ils se sont employés à brimer pendant tout ce temps.

J'affirme au contraire que Petro-Canada peut remplir ce rôle en matière de politique gouvernementale, et le fait effectivement.

La société demeure, comme au moment de sa création et pour les raisons mêmes qu'elle a été créée, propriété canadienne à 100 p. 100. Elle parle avec vigueur, au nom de tous les Canadiens, au sein de l'industrie pétrolière. Elle est rentable, bien gérée et fait effectivement des choses que le secteur privé répugnerait à faire.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources en a mentionné une. La Société a appuyé le projet Hibernia à Terre-Neuve. Comme nous le savons, les entreprises privées étaient réticentes à participer au projet Hibernia. Quelle entreprise a osé s'embarquer? Quelle est celle qui a songé à l'intérêt public et a décidé qu'il était nécessaire de se doter d'une industrie pétrolière sur la côte est de Terre-Neuve? C'est Petro-Canada, société qui appartient à 100 p. 100 aux Canadiens et qui travaille pour les Canadiens.

Petro-Canada contribue à nous protéger des caprices du marché. Grâce à elle, nous ne sommes plus complètement à la merci des décisions des pays producteurs de pétrole.

À mon avis, cette société assure une certaine protection face aux décisions qui peuvent être prises par le secteur privé concernant nos intérêts nationaux.

Les décisions relatives à l'exploitation d'une compagnie qui sont prises dans l'intérêt de la nation sont plus importantes que les décisions prises dans l'intérêt de l'entreprise, c'est-à-dire dans le but de réaliser des profits, des profits et encore des profits. Petro-Canada a été créé, entre autres, de façon que si un conflit éclatait entre l'intérêt de tous les Canadiens et la philosophie de la libre entreprise, qui est axée sur la réalisation de profits, ce serait l'intérêt national qui prévaudrait.

Je reconnais que nous spéculons. Que se passera-t-il si Petro-Canada est vendue? Nous avons entendu le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources dire qu'il veut que les Canadiens détiennent une part de Petro-Canada. Celui-ci regrette que certaines règles fiscales empêchent les cols bleus de bénéficier des possibilités auxquelles ceux-ci devraient être en droit de s'attendre. Le fait est que les cols bleus, les cols blancs, les millionnaires, les assistés sociaux, bref tous les Canadiens possèdent déjà Petro-Canada. Le fait de mettre cette société sur le marché et de nous la faire acheter encore une fois est le summum de la folie. Nous sommes en train de nous vendre quelque chose que nous possédons déjà. Cela n'a aucun sens.

Que va-t-on faire avec le produit de la vente de ces actions? Si cet argent sert à acheter quelque chose que nous possédons déjà, il est évident qu'il ne pourra servir à investir dans d'autres marchés et d'autres entreprises. Ainsi, on va prendre l'argent des investisseurs. D'où viendra ensuite l'argent s'il nous en faut encore plus? D'autres entreprises ont besoin de cet argent et si celui-ci n'est pas disponible parce qu'il a été investi dans Petro-Canada, vers qui ces autres entreprises vont-elles se tourner? Elles se tourneront peut-être vers des investisseurs étrangers, de sorte que la boucle sera bouclée et que nous ne serons plus maîtres chez nous.

La privatisation n'est certainement pas une garantie de succès financier. Nous n'avons qu'à songer à Air Canada. Le ministre d'État à la Privatisation a fait allusion à Air Canada ce matin. Air Canada a été privatisée par le gouvernement. Que s'est-il passé depuis? Les bénéfices de cette société, ainsi que son effectif, ont diminué. La même chose va-t-elle se produire avec Petro-Canada? Si ce n'est pas le cas, celle-ci devra être motivée uniquement par le profit, pour éviter ce sort. Lorsqu'il y a un conflit entre ce qui semble être l'intérêt national et les bénéfices, ce seront toujours les bénéfices qui vont l'emporter, dans le secteur privé.